

1er novembre 2000  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquante-cinquième session**  
**Sixième Commission**  
Point 157 de l'ordre du jour  
**Groupe de travail sur les immunités juridictionnelles**  
**des États et de leurs biens**

## **Document officiel du Président**

(À utiliser comme base de discussion)

### **Point 1. Définition de l'État**

#### **Article 2, paragraphe 1 b)**

Le terme « État » désigne :

- i) L'État et ses divers organes de gouvernement;
- ii) Les éléments constitutifs d'un État fédéral et les subdivisions politiques de l'État qui sont habilitées à exercer les prérogatives de la puissance publique de l'État;
- iii) Les organismes ou institutions de l'État ou autres entités, dans la mesure où ils agissent dans l'exercice des prérogatives de la puissance publique de l'État;
- iv) Les représentants de l'État agissant en cette qualité.

### **Point 2. Critères à appliquer pour déterminer si un contrat ou une transaction est de nature commerciale**

#### **Article 2, paragraphe 1 c)**

L'expression « transaction commerciale » désigne :

- i) Tout contrat ou transaction de caractère commercial pour la vente de biens ou la prestation de services;
- ii) Tout contrat de prêt ou autre transaction de nature financière, y compris toute obligation de garantie ou d'indemnisation en rapport avec un tel prêt ou une telle transaction;

iii) Tout autre contrat ou transaction de nature commerciale, industrielle ou concernant le louage d'ouvrage ou d'industrie, à l'exclusion d'un contrat de travail.

## **Paragraphe 2**

Supprimer ce paragraphe.

**Ou :**

2. Pour déterminer si un contrat ou une transaction est une « transaction commerciale » au sens de l'alinéa c) du paragraphe 1, il est tenu compte des circonstances les plus pertinentes en l'occurrence.

**Ou :**

2. Pour déterminer si un contrat ou une transaction est une « transaction commerciale » au sens de l'alinéa c) du paragraphe 1, il convient de tenir compte en premier lieu de la nature du contrat ou de la transaction, mais il faut prendre en considération aussi son but si, lors de sa conclusion, l'État qui y est partie a expressément réservé cette possibilité et que l'autre partie n'a pas formulé d'objection expresse.

**Ou :**

2. Pour déterminer si un contrat ou une transaction est une « transaction commerciale » au sens de l'alinéa c) du paragraphe 1, il convient de tenir compte en premier lieu de la nature du contrat et du but dans lequel il est conclu, c'est-à-dire de la question de savoir s'il concerne ou non l'accomplissement d'un service public.

## **Point 3. Notion d'entreprise d'État ou autre entité d'État en matière de transactions commerciales**

### **Article 10**

3. L'immunité de juridiction dont jouit un État n'est pas affectée dans une procédure se rapportant à une transaction commerciale effectuée par une entreprise d'État ou une autre entité créée par l'État pour effectuer des transactions exclusivement commerciales qui est dotée d'une personnalité juridique distincte et a la capacité :

- a) D'ester en justice; et
- b) D'acquérir, de posséder ou de détenir et de céder des biens, y compris des biens que l'État l'a autorisée à exploiter ou à gérer.

**Ou :**

3. Supprimer le paragraphe 3.

#### *Article 10 a) (nouveau)*

##### *Entreprise d'État*

1. Une entreprise d'État ou une autre entité créée par l'État ne jouit pas de l'immunité de juridiction dont un État est investi en ce qui concerne les contrats commerciaux qu'elle a conclus si et dans la mesure où elle est dotée d'une personnalité juridique indépendante ou a la capacité :

- a) D'ester en justice;

- b) D'acquérir, de posséder ou de détenir et de céder des biens, y compris des biens que l'État l'a autorisée à exploiter ou à gérer.
2. Le paragraphe 1 s'applique également à toute transaction commerciale effectuée par une entreprise d'État ou une autre entité créée par l'État,
- i) Si ladite entreprise ou entité agit en qualité de représentant autorisé de l'État; ou
- ii) Si l'État agit en qualité de garant d'une obligation devant être assumée par ladite entreprise ou entité.
3. L'immunité de juridiction dont jouit un État n'est pas affectée dans une procédure se rapportant à une transaction commerciale effectuée par une entreprise d'État ou une autre entité créée par l'État à laquelle s'applique le paragraphe 1.

#### **Point 4. Contrats de travail**

##### **Article 11**

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas :
- a) Si l'employé a été engagé pour s'acquitter de fonctions relevant de l'exercice de la puissance publique, et en particulier aux agents diplomatiques et aux fonctionnaires consulaires, tels qu'ils sont définis dans la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques et dans la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires respectivement, aux agents diplomatiques des missions permanentes auprès d'organisations internationales, aux membres de missions spéciales, aux personnes recrutées pour représenter un État à des conférences internationales et aux autres personnes jouissant de l'immunité diplomatique;

Supprimer l'alinéa c).

#### **Point 5. Mesures de contraintes contre les biens d'un État**

##### *Article 18*

##### *Immunité des États à l'égard des mesures de contrainte*

4. Aucune mesure de contrainte antérieure au jugement ne peut être prise contre des biens d'un État en relation avec une procédure intentée devant un tribunal d'un autre État, excepté si et dans la mesure où :
- a) L'État y a expressément consenti ainsi qu'il est indiqué :
- i) Par accord international;
- ii) Par un accord d'arbitrage ou dans un contrat écrit;
- iii) De toute autre manière par une déclaration faite valablement; ou
- b) L'État a réservé ou affecté des biens à la satisfaction de la demande qui fait l'objet de cette procédure.
5. Aucune mesure de contrainte postérieure au jugement, telle que saisie, saisie-arrêt et saisie-exécution, ne peut être prise contre des biens d'un État en relation

avec une procédure intentée devant un tribunal d'un autre État, excepté si et dans la mesure où :

- a) L'État y a expressément consenti ainsi qu'il est indiqué :
  - i) Par accord international;
  - ii) Par un accord d'arbitrage ou dans un contrat écrit;
  - iii) De toute autre manière par une déclaration faite valablement;
- b) L'État a réservé ou affecté des biens à la satisfaction de la demande qui fait l'objet de cette procédure.

Ce paragraphe est sans préjudice de tout autre motif juridique de prendre de telles mesures contre les biens d'un État en relation avec une procédure intentée devant un tribunal d'un autre État.

**Ou :**

6. Aucune mesure de contrainte, telle que saisie, saisie-arrêt et saisie-exécution, ne peut être prise contre des biens d'un État en relation avec une procédure intentée devant un tribunal d'un autre État, excepté si et dans la mesure où :

- a) L'État y a expressément consenti ainsi qu'il est indiqué :
  - i) Par accord international;
  - ii) Par un accord d'arbitrage ou dans un contrat écrit;
  - iii) De toute autre manière par une déclaration faite valablement; ou
- b) L'État a réservé ou affecté des biens à la satisfaction de la demande qui fait l'objet de cette procédure.

7. Le paragraphe précédent est sans préjudice de tout autre motif juridique de prendre de telles mesures contre les biens d'un État en relation avec une procédure intentée devant un tribunal d'un autre État.

**Ou :**

S'il ne peut pas invoquer l'immunité de juridiction et à moins que cette obligation ne soit contraire à son ordre public, un État est tenu d'exécuter tout jugement définitif rendu contre lui par un tribunal d'un autre État.

---